L'Union.

NOUVELLE-ORLÉANS, MARDI MATIN 19 JUILLET 1853.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & Comp.
Editeurs-Propriétaires :
G. F. WEISSE. N. DUBOUR.
E. DUVERGER. C. MAURY.
N° 42, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS :
MARDI MATIN, 19 JUILLET.

WHIGS DU 6ème SENTIERT !

Whigs-vous ? Whigs-vous ?

Les whigs du four District Représentatif sont convoqués pour VENDREDI, 15 du courant, à 8 heures du soir, au Café de Salvador Prats, au coin des rues Royale et Bienvenida, à l'effet de former un club whig. Les affaires importantes qui seront soumises à l'ordre du jour font nommer un comité.

Whigs du Troisième District, Gardez-vous Troisième Municipalité.

RALLIEZ-VOUS ! RALLIEZ-VOUS !

Les whigs du Troisième District sont invités à se réunir VENDREDI, 15 du courant, à 8 heures du soir, à l'Hotel des Etats-Unis, au coin des rues Royale et Victoire, dans le but de former une association whig pour le Troisième District.

N. Auzias	P. A. Maurel	A. C. Cathelineau
[illegible]	S. Audier	J. W. Robinson
[illegible]	Jos. Lambert	J. A. Diaz
[illegible]	L. Cordier	P. Rousseau
[illegible]	A. Vavasseur	E. Pons
[illegible]	P. B. Hernandez	T. B. Wills
[illegible]	A. Duvall	O. A. Mathe
[illegible]	George Chegoy	J. B. Maudoce
[illegible]	L. E. Tabary	Wm. Kohn
[illegible]	A. Dreux	Félix Grillier
[illegible]	G. de Fariolle	J. V. Meyer
[illegible]	F. Pages	F. Marino
[illegible]	J. Chevaupère	H. Parlangue
[illegible]	B. Pargoud	Aug. O'Neal
[illegible]	N. Valle	Dart
[illegible]	F. Leandre	J. B. Duconig
[illegible]	Aug. Fourcaud	Wm. Johnson
[illegible]	Jas. Soule	John L. Hayes
[illegible]	Arthur Salmon	Tullius B. Boulet
[illegible]	Wm. Salmon	Desormeaux
[illegible]	J. W. Collins	C. R. Fuqua
[illegible]	Arthur Salmon	A. W. Cook
[illegible]	F. Desormeaux	John Lafitte
[illegible]	Joseph Sellers	O. B. Robichaux
[illegible]	Bernard Estèves	P. B. Hecht
[illegible]	E. Hecht	F. H. Bousquette
[illegible]	John Hacker	J. Gerard
[illegible]	J. B. Sandino	Jas. Pitts
[illegible]	John L. Phelps	Fred. Prados
[illegible]	J. F. Rhandi	J. Bragby
[illegible]	V. Sabatier	Francis Hunter
[illegible]	H. Marcus	W. W. Barron
[illegible]	Aug. Chassagnac	F. Lockstead
[illegible]	P. H. Bellemontre	P. M. Jacobs
[illegible]	Wm. Beaton	J. B. Pascal
[illegible]	Arthur Forstall	J. Jacob
[illegible]	D. Gaudet	B. J. Artigue
[illegible]	Gaudet Delisle	B. T. Collins
[illegible]	A. F. Charbonnet	Fabrio Isaacs
[illegible]	D. Decuzzier	B. Wren
[illegible]	Aug. P. Dubon	J. Gahnon
[illegible]	Wm. Adams	A. Carabi
[illegible]	E. Chevaraire	Mel. Hernandez
[illegible]	E. Salomon Jr.	
[illegible]	M. Hernandez Jr.	

LES CONSEILS ET LE CHEMIN DE FER DE JACKSON.

Les Conseils se réunissent ce soir, et le résultat de leurs délibérations sera publié par les journaux. Il se forme au sujet de la Direction du chemin de fer de Jackson surtout assez doutes soucieuses sur le tapis.

Les assistants aldermen ont agi avec une précipitation que nous regrettons, car de n'est pas même consulté la loi relative à la taxe municipale en faveur des Directeurs de ce chemin. Cette loi a déconsidérer ces assemblées délibérantes. Les assistants aldermen ont commis une double faute dans la même séance. Leurs résolutions touchent l'avoir des assistants et pas plus de chemin que celles dont la nomination du railway de Jackson est l'objet. Ces nobles que soient leurs motifs, leurs actes ne seront toujours reposer sur une interprétation [illegible] de la loi. En suivant une conduite [illegible] ils se feront accuser d'ignorance ou d'impatience.

Le vote par la dernière législature locale au sujet de la perception de l'impôt est injuste et tyrannique, mais enfin c'est la loi, et les malheureux contribuables qui n'ont pas [illegible] leurs taxes à temps seront bien forcés de payer cinq pour cent de commission à [illegible] et assistant. Il faut respecter la loi même dans ses écarts et dans ses injustices pour ne pas tomber dans l'anarchie. Les [illegible] ont supprimé une précieuse garantie qui renfermait la charte de la ville, et bien ! la [illegible] législature la rétablira, voilà tout. Mais si on nous remplit et va-t-on maintenant nous prêcher l'insurrection ?

Il n'est pas de la même sorte vis à vis de la [illegible] du Chemin de fer de Jackson. La [illegible] de ce chemin voulant pousser vigoureusement les travaux sur tous les points à bon marché d'argent, ne se souciant pas de les interrompre dans la crainte que cette stagnation momentanée ne produise un mauvais effet, site [illegible] de dix pour cent sur un capital [illegible] dix pour cent ne demande du pair [illegible] bons sont garantis par le produit de la taxe municipale en faveur du railway. C'est [illegible] argent des contribuables qui a été exposé, et exemptité à dix pour cent. Le taxe [illegible] considérée comme rusuex, mais il faut [illegible] pour expliquer la conduite des directeurs [illegible] entrer en ligne de compte la question de [illegible]. Six mois de gagnés sont six mois de revenus sûrs. La compagnie pourra donc attendre [illegible] le remboursement des dix pour cent qu'elle abandonne aujourd'hui aux capitaux. Nous n'exprimons ici du demeurés qu'une [illegible] et n'avons nullement la prétention d'être initiés aux affaires de la compagnie. Dix pour cent nous paraissent un taux [illegible], mais pour que les directeurs l'aient accepté, pourquoi ne pas leur supposer un bon motif ? Pourquoi les juger sévèrement quand [illegible] ils ne sont efforcés de justifier la confiance des actionnaires ?

Les assistants aldermen en apprenant que la taxe municipale avait été offerte en garantie, se sont émus et ont voulu savoir officiellement [illegible] la vérité sur la négociation des bons. Ils [illegible] vote, comme nous le disons plus haut, [illegible] résolutions tendant une enquête et ordonnant au trésorier de ne livrer aucune partie de [illegible] recueillie en faveur de la compagnie. Mais les assistants aldermen s'arrogent là un [illegible] ne possèdent pas légalement, et le [illegible] ne saurait, sans s'exposer à une action [illegible] dommages, retenir par devers lui les sommes [illegible] à la compagnie. Il suffit pour se convaincre [illegible] que nous avançons de relire la loi de [illegible] législature. Ce n'est pas la ville qui [illegible] une corporation, est actionnaire dans la [illegible] du railway de Jackson, de sont les [illegible] individuellement. Si la ville était [illegible] actionnaire, comme corporation, ne pourrait [illegible] aucun intérêt, ni elle n'en a pas. [illegible] actionnaire de la loi est positive. Elle [illegible] le capital souscrit en faveur des chemins de [illegible] au moyen d'un impôt volontaire, n'*appartient pas à la corporation municipale et ne sera [illegible] partie*, mais qu'il sera la propriété des contribuables qui l'auront versé.

Le droit des assistants aldermen consiste donc à mettre le trésorier de la paiement des sommes perçues pour le chemin de fer de Jackson. Le rôle des corporations se borne à solliciter le peuple : du moment que la taxe est sentie, elles n'ont plus rien à voir. Les contribuables deviennent actionnaires et en cette qualité ils peuvent demander aux directeurs compte de leurs actes.

Mais, dira-t-on, y a-t-il pas moyen de prévenir une mesure ruineuse de la part de la direction ? Non, tant qu'il n'y a pas violation de [illegible] de la charte de la compagnie. Les directeurs d'une compagnie sont aux gérants : ils [illegible] pouvoir d'agir en son lieu et place. [illegible] quelles garanties les citoyens ont-ils contre [illegible] sottises et les folies de leurs propres [illegible] ? Aucune, comme le prouve [illegible] fréquemment l'expérience. Nous voyons tous [illegible] victimes de méchantes lois ou d'ordonnances [illegible]. Nous devons [illegible] nous mettre aux arrêts de la Législature tant [illegible] ne violent pas la constitution, et nous [illegible] tant qu'elle ne violent ni la constitution et [illegible] de l'Union. Nous [illegible] [illegible] dans le sérieux [illegible] les grandiaires ignorant ou de mauvaise [illegible] par des hommes consciencieux.

Les résolutions des assistans-aldermen n'ont [illegible] aucune signification. Nous [illegible] qu'elles sont nul et elles ne [illegible] pas avoir d'effet. Tantôt [illegible] les [illegible] municipaux mentionnent que [illegible] pour les intérêts de leurs commettants [illegible] sérieux les premiers à les [illegible], [illegible] se saurions, avec la meilleure volonté [illegible] approuver une mesure prise à la [illegible] qui doit forcément aboutir à une rem[illegible]

MEXIQUE

Le steamer *Texas*, arrivé hier de Vera Cruz, a apporté des journaux de cette ville jusqu'au 4 du courant et de Mexico jusqu'au 3.

M. Levasseur, ministre français à Mexico est mort à bord. Il retourne en Europe : le [illegible] reste sous la direction de M. Dano.

Le *Texas* a apporté $110,000 en espèces consignés comme suit : A K. J. Forstall, 10,000 ; J. Roth & Co., $10,000 ; J. Bergquist & Co., [illegible] ; J. Aubel, 6000 ; A. Meyer, Manning & [illegible] ; John Ball, $4,000 ; M. Payro, [illegible].

Le journal officiel de Mexico dément les bruits qui avaient circulé au sujet d'une prétendue pronunciamiento à Guadalajara. (Texas la République, dit-il, jouit de la tranquillité et de la [illegible] nécessaires pour mener à bonne fin les réformes importantes que réclame la nation [illegible].

Le décret qui règle l'organisation du Conseil du gouvernement a été publié. Il a été décrété également un règlement pour l'administration intérieure du palais national.

Le *Trait-d'Union* dit que depuis que Santa-Anna a fixé sa résidence à Tacubaya, cette ville est devenue le Versailles ou plutôt le Saint-Cloud du Mexique.

Santa-Anna a signé le décret suivant :

« Art. 1er—A la demande des généraux, chefs et officiers de notre armée, il est accordé amnistie à tous les [illegible] de 1841, 1842, 1844, 1845, 1846, 1847 et 1848, avec grâce dans l'année à ceux qui se trouvent leurs pensionnaires en fond de l'armée.

« Art. 2—Les [illegible] dans l'article supérieur seront destinés aux Etats frontières du Nord, pour servir dans les corps de l'armée ou dans d'autres [illegible], afin qu'ils puissent, par leur bonne conduite, constater à y mériter les bienfaits et les [illegible] qui leur ont été accordés par [illegible] servitude.

« Art. 3—Le chef de l'état-major, les directeurs d'artillerie et [illegible] et les commandants généraux remettront au ministère de la guerre la liste des individus compris dans les articles antérieurs et présentant en général [illegible] qu'ils ont [illegible] de leur donner sur la frontière du Nord.

« Art. 4—Le [illegible] Comte, qui [illegible] la junte de qualification [illegible] sous le nom de junte de pacification, se rendra compte de la conduite civile, politique et militaire des membres de l'armée que le gouvernement jugeraient lui désigner. »

L'*Universel* a démenti le bruit qui s'était répandu de la retraite de M. Haro y Tamariz de ministère des finances.

La presse de Mexico est dans un triste état, le décret du 25 qui devait la réglementer l'a mise à l'agonie.

Le gouvernement a donné l'ordre de faire cesser les persécutions dont est dévêtu l'objet, dans certaines localités, les individus qui ont pris part à la révolution de Jalisco.

Un décret créé un nouvel accusateur actif de lanciers à Cordova.

Il a été interdit aux gouverneurs d'Etats de délivrer désormais des lettres de naturalisation aux étrangers : le président de la république se réserve exclusivement cette faculté.

La Bigle et *l'Universel* annoncent qu'il a paru, à Morélia, sous le titre *El Espectro*, un journal clandestin rédigé en termes virulents.

La *Bigle* nous apprend que le projet de la création d'une banque et d'affermage des revenus publics à des particuliers a été complètement et définitivement rejeté. Le même journal annonce que les commissaires chargés de modifier la division territoriale de la république n'ont pu se mettre d'accord.

Le marquis de la Rivera, nouveau ministre d'Espagne près du gouvernement mexicain, a été régulièrement investi, par le duc de Parme, du titre d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Mexico ; il a été solennellement et successivement reçu par M. le président de la république, à Tacubaya, en sa double qualité, les discours d'usage ont été prononcés dans ces occasions.

Un long décret, publié le 20 juin par le ministère de la guerre, décrète les uniformes que devront porter, suivant leurs grades et leurs armes, tous les membres de l'armée mexicaine.

Le choléra et la fièvre jaune sévissent à Vera Cruz. Il y a eu également quelques cas de choléra à Jalapa.

L'Ordre annonce que, ces jours derniers, un enfant de douze ans, en compagnie avec un compagnon de même âge, a assassiné, d'un coup de poignard, dans l'une des rues principales de Mexico, un autre enfant de dix ans.

Les Indiens continuent leurs dépréditions dans l'Etat de Chihuahua. Nous lisons dans le *Trait d'Union* :

Le 23 mai, une bande de 60 Indiens a attaqué sur un point dit de la Cantera, le douanier Pedro Gonzalez et M. Mateo Dos qui cheminaient ensemble du lieu de la douane de San Ciro. Dos fut grièvement blessé, et les sauvages enlevèrent une de ses filles. Le jour suivant, 30 habitans, sous la direction de M. Wenceslo Duval, se mirent à la poursuite des barbares, les atteignirent, leur livrèrent bataille, leur saisirent des armes, des chevaux, et leur reprirent quelques prisonniers que ils avaient tués, et parmi lesquels se trouvait une fille de M. Cosme Duval.

Dans le canton de Guerrero, une bande beaucoup plus nombreuse s'enfuit, à la fois, les hacienda de Dolores, Rafegio, Casa Blanca et le village de Santo Tomas, d'où elle enlevaient une quantité considérable de bestiaux. M. Casavantes, à la tête de douze compagnons seulement, se contigait pas d'attaquer ces sauvages au milieu de plus de 400 de leurs ; il se contenta, contre eux, une lutte de deux heures au moins. Cinq des hommes de M. Casavantes succombèrent dans le combat, et, toutefois, en petite troupe qu'était celle du même sort, et 16 blessés, conduits par M. Juan Jose Mendez, n'étaient venus à son secours. A l'aide de ce renfort, l'ennemi fut repoussé mais sans qu'il fût dit possible de lui reprendre son butin.

Le général Parrodi, en reconnaissance des services qu'il a rendus à Angostura, a été nommé général de brigade effectif.

Il est mort, ces jours derniers, deux habitans notables de Mexico : M. Manuel Zozaya y Bermudez, l'un des plus ancienes avocats de la capitale, et M. Manuel Payno y Bustamante, ancien employé des finances.

Voici, suivant une circulaire du ministre de la justice, le serment que doivent prêter tous les employés, quel qu'ils soient, avant d'entrer en fonction :

« Je jure, devant Dieu, de soutenir l'indépendance de la nation et l'intégrité de son territoire, et de remplir fidèlement les devoirs de votre emploi, suivant les lois décrétées pour l'administration intérieure de la république, par décret du 22 avril 1852 ! — Oui, je le jure.—Si vous en agissez ainsi, que Dieu vous en récompense, sinon, qu'il vous en demande compte. »

On lit dans le *Trait d'Union* :

M. Salazar Ilarregui, chef de la commission mexicaine des limites avec les Etats-Unis, vient d'envoyer au gouvernement un rapport long et remarquable traitant sur la question. M. Salazar soutient et prouve que le Mexique a des droits incontestables à la rive sud de Mesilla, et que les décisions des commissions ont la même force que les stipulations du traité de Guadalupe. Ne pouvoir ni et n'avons nullement à cet égard, qu'il déclare vouloir donner immédiatement la démission si le gouvernement mexicain fait la moindre concession aux prétentions du général Lane.

Les journaux mexicains publient un grand nombre de nominations : Santa Anna distribue toutes les places parmi ses amis et ses créatures.

Le 3 de ce mois la goélette anglaise *Amethyst* s'est jetée sur des rochers près de Vera Cruz et a péri. On a pu sauver une partie de son équipage. L'*Amethyst* venait de Liverpool et était consigné à la maison Lascurain, Hencke & Co.

CHRONIQUE DES CAMPAGNES.

Les whigs de la paroisse Ascension ont dû se réunir dimanche dernier à Donaldsonville pour nommer leurs délégués à la Convention chargée de désigner un candidat pour le Congrès. Nos amis devaient nommer en même temps des délégués pour les représenter à la Convention qui doit se réunir à Baton Rouge le deuxième lundi d'août, pour désigner nos candidats aux places d'auditeur, de trésorier d'Etat et de surintendant de l'instruction publique.

—Le journaux de la campagne annoncent que le bateau à vapeur *Gopey*, qui faisait provisoirement le service de la poste entre la Nlle Orléans et Bayou Sara a refusé, mercredi dernier, de prendre le malle de la côte. Le *Manchester* qui le pilote en termes fort vifs de la négligence de M. Caldwell chargé, aux termes des ses contrats avec le gouvernement, un service postal le long de la côte. Après des inscriptions sans nombre, M. Caldwell a songé à réorganiser le service, mais il a jugé convenable de suspendre la malle du mercredi. Cette conduite inqualifiable de M. Caldwell, dit le *Mechanicsbée*, doit être mise au pilori de l'opinion publique par tous les organes de la presse, et nous espérons que nos confrères de la Nouvelle-Orléans se conviendront pas de s'acquitter de ce devoir, car cette nouvelle combinaison portera un énorme préjudice à nos planteurs, à nos marchands et à nos agriculteurs de la côte, qui ne pourront faire parvenir leurs journaux du jour fixé. Quand un officier de l'Etat malversé des fonds publics, il doit être puni et privé de son emploi ; quand un contracteur est infidèle à ses mandats, il doit en être de même.

Nous sommes entièrement de l'avis de notre confrère, et nous espérons que le département des postes mettra bon ordre aux abus criants qui il signale. Il est fort que M. Caldwell s'entend rigoureusement aux conditions de son contrat ou que son marché soit déclaré forfait.

Le *Vigilant* fait un appel aux whigs d'Assomption. Nous aspons dans ce journal un ville assimiler : l'attitude pleine de résolution qu'il a déjà prise au sujet de la réorganisation de notre parti nous donne l'assurance qu'il consacrera à mentner le même zèle pendant toute la durée de la campagne électorale. « Il est temps, dit le *Vigilant*, de mettre en terme aux envahissements de parti locofoco, et de lui présenter une résistance énergique qui puisse la faire renverser dans l'obscurité d'où il n'aurait jamais dû sortir. Les mesures les plus funestes ont toujours été présentées par lui, l'intérêt de notre patrie exige que nous employions tout notre pouvoir pour éclairer le peuple et vaincre une coterie ambitieuse et bavarde. Les whigs ont toujours en défendre les grands principes d'ordre et de prospérité sur lesquels repose notre république : ce sont eux, soit un point le plus, qui, depuis la proclamation de notre indépendance, ont toujours marché à l'avant-garde de la civilisation. Ils ont organisé l'administration, ils ont élevé les finances, assuré la prospérité du commerce et de notre industrie, et placé notre nation au premier rang des puissances les plus florissantes. Il y aurait péril pour la république que le peuple fut longtemps victime des pathétiques et des manœuvres souterraines de ces hommes ambitieux et vains qui ont pour seul mérite l'entêtement dans le mal et l'étourderie dans la folie. Le parti whig, nous en sommes convaincu, ne tardera pas sonner à l'appel qui lui est adressé de tout côté, et se lèvera en masse pour arracher le masque trompeur qui cache les projets ambitieux de ces chefs qui ne pouvant espérer les faisceaux nationaux du peuple et se disent les amis patriotes. »

Nous lisons dans le *Vigilant* à propos du temps et des récoltes :

Les vents des paroisses qui dépendaient le plus ont été longtemps attendu que jour du [illegible], et ont enfin dépassé les [illegible] complétement [illegible].

Les [illegible] et le gaule qui étaient déjà [illegible] ont été des plus [illegible] [illegible] [illegible]